



Suppression de l'Inspection Générale : une évolution inquiétante pour la Fonction publique.

Le gouvernement annonce des changements statutaires majeurs pour l'inspection générale.

L'administration d'un service public en démocratie nécessite des évaluations et des expertises objectives et indépendantes. Les changements statutaires qui viennent d'être annoncés pour les inspectrices et inspecteurs généraux menacent une telle indépendance: la fonctionnalisation de leurs emplois et ses conséquences sur les carrières, le changement des procédures de nomination et ses risques de clientélisme, le décloisonnement des missions et la relativisation de l'expertise professionnelle qu'il produira, risquent d'asservir les missions des inspectrices et inspecteurs généraux aux volontés immédiates du gouvernement. Cela se fera aux dépens de l'intérêt général et des missions de service public.

Pour le ministère de l'Éducation nationale, une telle évolution convergerait avec des pratiques déjà inquiétantes comme le fait de ne publier que les rapports qui satisfont le ministère ou encore d'écarter les organismes qui produisent des avis qui ne sont pas conformes à ses attentes (CNESCO, Observatoire de la laïcité).

Pour la FSU, la mise en œuvre d'une politique d'État ne peut se confondre avec l'instrumentalisation de l'administration par un gouvernement et ses ministères aux dépens de la continuité du service public et de l'exercice de son action dans les finalités de l'intérêt général au sein d'une république démocratique et sociale. C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité d'indépendance des services et organismes chargés d'expertiser et évaluer le service public.

Les Lilas, le 04 octobre 2021

